

Le financement de la guerre russo-ukrainienne

8 novembre 2023



La guerre russo-ukrainienne a débuté le 24 février 2022, avec une offensive russe sur le territoire ukrainien. En réalité, les deux États ont des situations économiques pour le moins inégales. Tout d'abord, la Russie, membre de l'Organisation de Coopération de Shanghaï, apparaît comme la deuxième plus grande armée de la scène internationale. Elle demeure également une puissance économique reconnue, membre du G20 et faisant partie des dix plus grandes économies mondiales en 2021. L'Ukraine, quant à elle, possède une économie plus modeste et fragile, une inflation importante et surtout une dépendance vis-à-vis de la Russie. Se pose alors la question de la manière dont ces deux pays sont parvenus à maintenir leur économie pendant plus d'un an de guerre.



Qui soutient économiquement les deux États ?

La Russie : entre fin de l'interdépendance et endettement

L'économie de la Russie est basée sur la rente pétrolière et gazière. Les exportations représentent environ la moitié de son PIB, depuis une dizaine d'années. Or, les sanctions occidentales ont pour but de miner ses exportations. En effet, la Russie et l'Union européenne sont interdépendantes économiquement. Cela rappelle inévitablement la pensée wilsonienne de l'interdépendance des États dans l'idéalisme de l'entre-deux guerres. La Russie est l'un des principaux partenaires économiques de l'Europe, qui elle-même représente en moyenne 39% de ses exportations. C'est pourquoi les sanctions occidentales contre Moscou ont engendré une importante inflation au sein même de l'UE, rompant par la même occasion cette dépendance mutuelle qui n'aura donc, finalement, pas empêché ce désaccord de grande ampleur.

En 2022, la Russie a vu son PIB chuter de 2,2% et l'inflation augmenter de 12%. Cependant, cela n'a pas provoqué l'effondrement de l'économie russe comme l'avait annoncé Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, en mars 2022. Moscou a en réalité su tirer partie de l'augmentation des prix des combustibles fossiles pour stabiliser son économie, puisque même si ses exportations ont diminué, les prix du pétrole ont bondi de 60%. La Russie a su trouver d'autres clients et de nouveaux débouchés : la Chine, l'Inde ou la Turquie. L'Inde est même devenue en 2022 le deuxième importateur de pétrole russe, la Russie étant son premier fournisseur.

Malgré tout, ce pays connaît des difficultés. Au premier trimestre de 2023, son déficit budgétaire s'élevait à 2 400 milliards de roubles, soit 28,93 milliards d'euros. Cela est dû en partie à l'augmentation de plus de 34% des dépenses publiques pour soutenir la campagne militaire.

De plus, il semblerait que les embargos européens récents (5 décembre 2022 et 5 février 2023) sur les produits pétroliers russes aient un impact sur son économie. Selon la Banque centrale, en 2023, les exportations russes diminueront de 4,6% par rapport à 2022.

L'Ukraine bénéficie de l'aide internationale

Au début de la guerre, l'armée ukrainienne paraissait bien plus faible face au géant militaire russe. En effet, les soldats ukrainiens étaient au nombre de 196 000 contre 900 000 soldats russes. Kiev possédait trois fois moins de chars d'assaut et quatre fois moins de véhicules de combat. Dernier chiffre frappant : l'armée ukrainienne possédait 200 avions militaires contre plus de 1 800 côté russe. Dans les chiffres, la Russie était donnée vainqueur. Mais c'était sans compter la mobilisation et l'engagement massif de la population ukrainienne.

L'Ukraine a aussi et surtout pu compter sur d'importantes aides financières, matérielles et humanitaires de la part de l'Occident. Selon l'Institut Kiel, ce pays aurait reçu 151 milliards de dollars d'aide au total. Grâce à ces donations, le pays finance du matériel militaire (drones, chars, missiles). Le 25 janvier 2023, l'Allemagne a même annoncé fournir des chars Léopard 2 à l'Ukraine. De plus,

ces aides permettent également à l'Ukraine d'améliorer son armée en termes de logistique et de renseignement.

Les principaux pays donateurs sont l'Union européenne, qui aurait fourni entre 30 et 50 milliards d'euros d'aide depuis janvier 2022, les États-Unis, et leurs alliés : Japon, Australie, Corée du Sud, Nouvelle-Zélande... Les pays baltes et scandinaves, géographiquement proches de l'Ukraine, lui fournissent une aide relativement plus importante en termes de pourcentage de leur PIB. Cela peut s'expliquer du fait qu'ils sont également plus proches des frontières russes.

Enfin, il est intéressant de mentionner que l'annexion de la Crimée en 2014 a eu l'effet d'un électrochoc pour le pays. Dès lors, environ 3% du PIB était consacré aux dépenses militaires. Le pays a connu un réarmement et une réformation profonde de son armée.

Vers un réarmement progressif européen ?

Depuis février 2022, les questions de réarmement et de budget militaire sont omniprésentes sur le territoire européen. En France tout d'abord, la loi de programmation militaire est en ce moment discutée à l'Assemblée Nationale. Celle-ci prévoit un budget de 431 milliards d'euros pour la période 2024-2030, presque le double de celui de la période 2019-2025 (295 milliards d'euros). Parmi les objectifs affichés, on retrouve: garantir la crédibilité de la dissuasion nucléaire, renforcer la souveraineté dans les Outre-Mers, être au fait des "sauts technologiques", continuer à être en tête en termes de renseignement... Lancé en 2022, ce programme est inévitablement influencé par le retour de la guerre sur le continent européen. L'Allemagne a annoncé fin 2022 l'achat d'avions F-35 aux États-Unis, ainsi que l'octroi d'un montant à la hauteur de 2% du PIB national consacré aux dépenses militaires. À Varsovie, l'animosité contre la Russie est à peine voilée, poussant le pays à investir 3% de son PIB à la défense en 2022. Durant ces dernières années, la Pologne a également acheté de multiples chars, voitures blindées, avions de combat, lance-roquette...

Ainsi, il sera temps au quatrième trimestre 2023 de faire un nouveau bilan de l'avancée de ce conflit.

Alice DE LA FOURNIERE BRIDOT

Étudiante en Relations Internationales, je rédige des articles sur des thématiques géopolitiques, domaine qui me passionne. Mon intérêt se porte particulièrement sur les relations stratégiques entre les États ainsi que la défense des intérêts français. La rédaction d'article me permet de mener à bien une méthode de recherche rigoureuse et de parfaire mes compétences rédactionnelles.